

## **Alors que la Banque mondiale et le FMI sont plus que jamais nécessaires pour contrôler la mondialisation, leur réforme fait du sur place.**

**Paris, le 11 avril 2008** - Alors que s'ouvrent les Assemblées de printemps de la Banque mondiale et du FMI à Washington, les débats autour de la réforme du fonctionnement des institutions de Bretton Woods passent à la trappe face à l'ampleur dramatique des « émeutes de la faim » et de la tourmente financière. Pourtant, la crise de légitimité et de vocation de ces institutions n'est pas étrangère cette situation.

« Les crises actuelles montrent à quel point la mondialisation a besoin de règles du jeu. Des institutions multilatérales telles que le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale sont plus que jamais nécessaires. Mais pour fixer les règles du jeu, encore faut-il que l'arbitre ne soit pas juge et partie et la fois : les pays industrialisés du G8 disposent encore à eux seuls de près de la moitié des quotes-parts dans les deux institutions », rappelle Sébastien Fourmy, responsable de plaidoyer à Oxfam France – Agir ici.

La légitimité de ces institutions implique une réforme totale de leur fonctionnement. Les ajustements à la marge des droits de vote prévus au FMI ne changeront rien. La réforme doit se faire de fond en comble pour accorder davantage de place aux pays du Sud : modalités d'élection des dirigeants, aujourd'hui invariablement d'Europe ou des Etats-Unis ; composition des Conseils d'administration, où les pays européens disposent encore d'un siège sur trois ; et surtout, votes des pays pauvres, qui malgré de nombreuses promesses continuent d'être tenus à l'écart. Il convient également de délier le fonctionnement du FMI et de la Banque mondiale, dont les missions sont si différentes.

« L'immobilisme des pays riches, arc-boutés sur des privilèges hors d'ages, est désolant. C'est une double peine pour les populations des pays pauvres, exclues de représentation dans les grandes enceintes internationales et dépendantes d'une aide au développement des pays riches qui se réduit comme peau de chagrin », souligne Sébastien Fourmy.

Les politiques de libéralisation à marche forcée, prônées pendant des décennies par les institutions de Bretton Woods, ont directement contribué à rendre les pays pauvres encore plus vulnérables aux aléas du marché mondial. Face à un tel échec, la Banque mondiale et le FMI – une fois encore pompiers pyromanes – ne peuvent se contenter d'appeler à un plan d'urgence et doivent changer radicalement leurs politiques. Mais encore faut-il que les pays du Sud, principaux concernés par les programmes de ces institutions, aient voix au chapitre.

Banque mondiale et FMI sont dans une impasse dont seuls les gouvernements des pays riches, véritables maîtres à bord, peuvent les sortir. L'immobilisme européen à cet égard est particulièrement dommageable et contraste singulièrement avec les appels récents de Nicolas Sarkozy et Gordon Brown en faveur d'une réforme en profondeur de ces institutions multilatérales. Dominique Strauss-Kahn est moins à blâmer que l'incapacité des pays européens à s'entendre pour parler d'une seule voix et laisser un peu de place aux pays du Sud.

« Face à ce constat, il n'est pas certain que "*le retour du FMI sur la scène internationale*" annoncé par Dominique Strauss-Kahn soit une bonne nouvelle pour les pays du Sud », conclut Sébastien Fourmy.

**Contact presse :** Aldine FURIO / [afurio@oxfamfrance.org](mailto:afurio@oxfamfrance.org) / 01 56 98 24 45 ou 06 86 92 93 30